

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 28/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REFINAL INDUSTRIES

119 avenue du Général Michel Bizot
Cedex 12
75012 Paris

Références : 2026_01_21_Refinal_Lomme_007000749_PPC_Air_ERS
Code AIOT : 0007000749

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2026 dans l'établissement REFINAL INDUSTRIES implanté Rue Pelouze CS 40902 59160 Lille. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REFINAL INDUSTRIES
- Rue Pelouze CS 40902 59160 Lille
- Code AIOT : 0007000749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de Lomme est l'un des établissements de l'entreprise Refinal Industries, filiale du groupe Derichebourg spécialisée dans le secteur de la métallurgie de l'aluminium. L'entreprise REFINAL Industries regroupe les sites industriels de Bruyères sur Oise (95), Lomme (59) et Premery (58). REFINAL Industries est rattachée à la branche Environnement du groupe Derichebourg. La production de l'usine de Lomme est assurée par trois fours de fusion à coulée continue, alimentés à partir de l'aluminium récupéré, trié et préparé par les différentes filiales du groupe Derichebourg (principalement (80% environ) alu CBF produit par l'établissement de Bruyères-sur-Oise). Les éléments d'apport pour la fusion sont le Silicium, le Cuivre et le Titane. L'établissement fonctionne 7 jours /7 et 24heures/24.

L'usine est implantée sur un terrain d'environ 4 Ha sur la rive Nord du canal de la Deûle, sur les communes de Lomme et Sequedin. Elle est située en milieu urbain dense et à proximité de plusieurs sites industriels. L'environnement proche du site est le suivant :

- à l'est, deux sociétés du groupe Derichebourg Cash Metal et Revival, l'ancien site PUM ACIERS, puis le centre de recyclage Galloo ;
- au nord, la rue Pelouze, des habitations et des sociétés (Novareze, Smart module concept), puis les rues Bertholet et Jean-Baptiste Dumas ;
- au sud de l'autre côté de la Deûle, la société Produits Chimiques de Loos puis l'autoroute A25 ;
- au sud-est de l'autre côté de la Deûle, les quais à granulats et matières premières ;
- à l'ouest, la rue de la Deûle puis un poste EDF, et la présence d'un grand dépôt de bus.

Les premières habitations sont situées au contact des limites de propriété de l'établissement.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour du volet sanitaire de l'étude d'impact	AP Complémentaire du 21/07/2023, article 3.2	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
2	Surveillance rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 21/07/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
8	Suite VI du 08/07/25	AP Complémentaire du 21/07/2023, article 5.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Surveillance environnementale	AP Complémentaire du 21/07/2023, article 4	Sans objet
4	APMD couverture des	AP de Mise en Demeure du 24/10/2025, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	casiers		
5	APMD installations électriques	AP de Mise en Demeure du 24/10/2025, article 1	Sans objet
6	Suite VI du 28/07/25	AP Complémentaire du 21/07/2023, article 5.4	Sans objet
7	Suite VI du 28/07/25	AP Complémentaire du 21/07/2023, article 5.1	Sans objet
9	Suites de la VI du 08/07/25	Arrêté Préfectoral du 20/03/2009, article 7.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant avance sur les différents sujets en cours.

L'étude des risques sanitaires remise en 2025 ne dispose pas de conclusions solides quant à l'impact du site en terme de risque sanitaire. Aussi, elle ne répond pas à la prescription de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2023. Un arrêté de mise en demeure est proposé à la signature du préfet. Par ailleurs, l'exploitant envisage de ne pas mettre en place la couverture des casiers de matières premières, mais de proposer des solutions compensatoires. L'Inspection rappelle à l'exploitant la nécessité d'argumenter cette décision, à l'aide de pièces justificatives (devis de la couverture en dur et de la couverture souple, documents justifiant l'équivalence entre les mesures compensatoires proposées et la couverture prévue initialement). Il est rappelé à l'exploitant qu'à l'issue du délai de la mise en demeure du 24 octobre 2025, s'il n'a pas mis en œuvre la couverture ni été en mesure de justifier de l'équivalence des moyens compensatoires mis en place, il s'expose à des sanctions.

Concernant l'autosurveillance des rejets atmosphériques, l'exploitant doit ajouter le cuivre et l'aluminium à chacune des analyses trimestrielles (analyses semestrielles à ce jour). Il doit fournir le rapport de l'autosurveillance au rejet n°2 d'avril 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du volet sanitaire de l'étude d'impact

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/07/2023, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour de l'ERS
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet sous 9 mois à compter de l'approbation du cahier des charges par l'inspection des installations classées les résultats de la mise à jour du volet sanitaire de l'étude d'impact du site. La mise à jour du volet sanitaire est réalisée sur la base de la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation.

La mise à jour du volet sanitaire de l'étude d'impact remise par l'exploitant comporte notamment :

1. Une évaluation qualitative et quantitative des émissions de l'installation, réalisée à partir de la description de l'activité et de l'inventaire exhaustif des substances dangereuses potentiellement émises, de la nature et des dimensions des sources d'émissions, qu'elles soient diffuses ou canalisées.
2. Une évaluation des enjeux et des voies d'exposition réalisée à partir de la description de l'environnement du site et de l'identification des cibles potentielles et des voies de transfert. Cette seconde étape se conclut par un schéma conceptuel.
3. Une interprétation de l'état des milieux (IEM), sur la base de mesures effectuées dans l'environnement du site, permettant d'évaluer la dégradation des milieux et leur compatibilité avec les usages définis.
4. Une évaluation prospective des risques sanitaires permettant de conclure à l'absence ou à la présence de risque préoccupant attribuable à l'installation.
5. Une discussion sur les expositions rétrospectives dues aux émissions passées du site en prenant en compte le caractère rémanent ou non, la toxicité sans seuil des substances le cas échéant, les durées d'exposition et leur niveau estimé en fonction notamment des historiques de données d'émission ou du volume de production annuel.

[...]

La mise à jour du volet sanitaire fait l'objet d'une tierce expertise aux frais de l'exploitant. Le choix du tiers expert est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Constats :

La version de l'étude remise le 23 mai 2025 à l'inspection a fait l'objet de nombreuses remarques et manquements relevés lors de la tierce expertise par l'INERIS. Par ailleurs, cette version de l'ERS ne permet pas de statuer clairement sur l'absence ou la présence d'excès de risque sanitaire. En cela, elle ne répond pas à l'article 3 de l'AP du 23 juillet 2023.

L'Inspection propose une mise en demeure en deux temps afin de cadrer la mise à jour de l'étude de risques sanitaires. Elle prévoit une première remise à la mi-mars 2026, prenant en compte les remarques de l'INERIS, excepté la nécessité de réaliser des prélèvements de légumes. La remise d'une étude finalisée, intégrant les résultats des analyses sur les légumes et présentant des conclusions solides sur l'absence ou la présence d'un impact sanitaire, est prévue pour la mi-septembre. Ces délais sont les délais sur lesquels le bureau d'étude s'est lui-même engagé.

L'exploitant indique par ailleurs avoir commencé à prospecter pour trouver des riverains susceptibles de disposer d'un potager pour les analyses dans les légumes. Il indique également avoir écrit aux mairies pour disposer d'un soutien, et avoir préparé des brochures d'information pour les riverains.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met à jour son étude en deux temps :

- une mise à jour pour mi-mars, contenant toutes les modifications, exceptées celles

- nécessitant les prélèvements et analyses sur légumes
- la seconde mi-septembre, version aboutie et finale, intégrant toutes les remarques de l'INERIS.

Chacune des deux transmissions sera accompagnée d'une annexe reprenant chaque remarque de l'INERIS ainsi que les actions associées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 8 mois

N° 2 : Surveillance rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/07/2023, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Le tableau de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2009 est remplacé par les prescriptions suivantes. L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2019 est abrogé.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- en pourcentage réel d'oxygène sauf pour les dioxines et furannes (teneur en O₂ fixée à 20%).

Concentrations instantanées maximales	Conduits visés à l'article 3.2.3
Poussières	5 mg/Nm ³
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) exprimés en HF	1 mg/Nm ³
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore exprimés en HCl	5 mg/Nm ³
Rejets de cadmium, mercure et thallium et de leurs composés (gazeux et particulaires)	0,1 mg/Nm ³ pour la somme de ces métaux 0,05 mg/Nm ³ pour chacun de ces métaux

Rejets d'arsenic, de sélénium, de tellure et de leurs composés (gazeux et particulaires)	1 mg/Nm ³
Rejets de plomb et ses composés (gazeux et particulaires)	1 mg/Nm ³
Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc (gazeux et particulaires)	5 mg/Nm ³
Composés organiques volatils exprimés en carbone total	20 mg/Nm ³
Dioxines et furannes	0,1 ng/Nm ³
Dioxyde de soufre SO ₂	50 mg/Nm ³
Oxydes d'azote NO _x	100 mg/Nm ³

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des poussières doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur.

Les mesures et analyses, pratiquées par l'exploitant ou un organisme extérieur, sont conformes à celles définies par les normes françaises ou européennes en vigueur.

Constats :

L'exploitant entre ses résultats de surveillance dans GIDAF. L'Inspection a consulté les rapports de l'année 2025.

Le premier suivi a été réalisé en janvier 2025 sur les conduits R1 et R2. L'exploitant a déclaré une non conformité au R1 sur les COV (32,7 mg/m³ pour une VLE à 20). L'exploitant indique que les mesures ont été réalisées au démarrage des installations ce qui peut causer ce dépassement. Il est à noter que les rapports de contrôle R1 et R2 présentent tous les paramètres cités à l'article 5 de l'AP du 21 juillet 2023 excepté l'aluminium et le cuivre seul. Par ailleurs, le zinc ne semble pas être mesuré dans le total des métaux.

<p>La seconde campagne date d'avril 2025 pour le four R1. Les résultats pour le four R2 ne sont pas présents, le rapport intégré à GIDAF pour la campagne d'avril est en réalité le rapport de la campagne de juillet 2025. Pour le conduit R1, cette campagne d'avril reprend les paramètres poussières, cuivre, aluminium, silicium, PM10, PM2,5 soit les paramètres à mesurer trimestriellement.</p> <p>La troisième campagne date de juillet 2025. Elle porte sur les paramètres à mesurer trimestriellement.</p> <p>La dernière campagne de 2025 est datée d'octobre. Elle porte uniquement sur le R1 car certaines installations étaient arrêtées sur la dernière partie de l'année. Les paramètres mesurés sont les mêmes que ceux de la campagne de janvier. A noter cependant que le Zinc est cette fois pris en compte. L'aluminium et le cuivre ne sont toujours mesurés lors de ces campagnes. Leur fréquence de suivi est pourtant mentionnée comme étant trimestrielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède au suivi trimestriel des paramètres cuivre et aluminium. Ils sont donc mesurés à chaque campagne. L'exploitant ajoute le rapport d'avril 2025 pour le conduit R2 sur GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Surveillance environnementale

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/07/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air et des retombées de poussières sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • poussières sédimentables, retombées d'aluminium. <p>Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection dans le mois suivant leur disponibilité, accompagnés de commentaires sur les éventuels résultats anormaux.</p> <p>Les modalités de cette surveillance sont conformes avec le protocole de mesures dans l'environnement remis au titre de l'article 3 du présent arrêté. Ce protocole pourra être adapté lorsque seront connus les résultats de l'évaluation prescrite à l'article 3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a transmis les rapports de 2024 ainsi que le premier rapport de 2025. Il précise n'avoir pas encore reçu le second rapport de 2025.</p> <p>Le dernier rapport, concernant les mesures réalisées de mai à juillet 2025, présente l'historique des résultats. Il précise la jauge 8 est la plus marquée en poussières et en aluminium, elle est située à proximité du bâtiment four. De la même manière, les retombées d'aluminium sont plus importantes au droit des jauges situées à l'intérieur du site.</p> <p>Le rapport indique en conclusion que la campagne de mesures montre une faible incidence des activités du site en terme de retombées d'aluminium sur l'environnement de proximité. Les jauges les plus marquées sont celles situées à l'intérieur du site.</p> <p>Il indique cependant la présence de 2 dépassements de la norme allemande prise en référence en empoussièrement sur les 9 jauges installées. Ces deux dépassements sont constatés au niveau de la jauge 8 (intérieur site) et de la jauge 5 (parking STB).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le second rapport de 2025 dès réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : APMD couverture des casiers

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/10/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Couverture des casiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société REFINAL INDUSTRIES, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 119 avenue du Général Michel Bizot 75012 PARIS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2023 susvisé, pour son établissement situé sur la commune de SEQUEDIN, adresse postale 2 rue Pelouze, CS 40902 59160 LILLE-LOMME en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procédant à la couverture des casiers de stockage des matières premières dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Le délai de la mise en demeure n'est pas échu, l'Inspection a cependant permis de faire un point d'étape sur le sujet.</p> <p>L'exploitant indique que le projet de couverture en dur n'aboutira pas car l'entreprise rencontre des difficultés économiques. Il précise qu'actuellement seul un four est en fonctionnement sur les 3 fours présents sur le site. Une couverture souple avait été également été évoquée, mais l'exploitant précise avoir chiffré l'opération à 1 million d'euros car la mise en œuvre d'une bâche souple nécessite l'implantation d'une structure.</p> <p>L'exploitant envisage de proposer plusieurs actions compensatoires, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la suppression ligne de tri des métaux. Elle sera arrêtée au plus tard en mai 2026. Le tri sera réalisé à Bruyère sur Oise. L'exploitant indique que cette action devrait avoir un impact direct de réduction du bruit, mais également de poussières par déplacement de la matière ; • la modification du plan de stockage des matières premières. La fraction 0-20 mm, qui est la fraction la plus petite et la plus génératrice de mise en suspension de poussières d'après

<p>l'exploitant, sera stockée à l'intérieur des locaux. Les deux autres fractions continueraient à être stockées à l'extérieur, dans le lieu de stockage actuel.</p> <p>Ces mesures compensatoires ont été reprises dans un porter à connaissance déposé le 20 janvier 2026. L'inspection a précisé à l'exploitant qu'il devait être en mesure de justifier de l'équivalence des moyens proposés, tant sur le bruit que sur les poussières.</p> <p>Des mesures de bruit ont été réalisées la veille de la visite d'inspection afin de justifier de l'impact de la suppression de la ligne de tri. Les mesures ont été réalisées de jour comme de nuit, ligne de tri en fonctionnement et à l'arrêt.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats des mesures de bruit dès réception.</p> <p>L'exploitant complète son dossier de porter à connaissance en justifiant l'équivalence entre la mesure initialement proposée, à savoir la couverture des casiers, et les mesures compensatoires proposées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : APMD installations électriques

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/10/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société REFINAL INDUSTRIES, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 119 avenue du Général Michel Bizot 75012 PARIS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2009 susvisé, pour son établissement situé sur la commune de SEQUEDIN, adresse postale 2 rue Pelouze, CS 40902 59160 LILLE-LOMME en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • levant les non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification annuelle des installations électriques ; • faisant procéder à une nouvelle vérification dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Le délai de la mise en demeure est non échu. L'inspection a cependant permis de faire un point d'étape.</p> <p>L'exploitant précise avoir levé 100% des remarques du dernier rapport de vérification des installations électriques. L'APAVE a réalisé une visite de levée de réserve la semaine précédant l'inspection. L'exploitant est en attente du rapport de cette visite. Ce dernier pourrait permettre de lever la mise en demeure.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs présenté son outil de suivi des non conformités qui indiquent bien toutes les actions relatives aux installations électriques comme étant réalisées. Des fiches d'intervention ont été mises en place, permettant de faire un récapitulatif de l'action menée avec des photos avant/après.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de levée de réserve de l'APAVE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suite VI du 28/07/25

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/07/2023, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Observation du rapport précédent : L'exploitant analyse les raisons de la vitesse d'éjection trop faible au conduit R2 et met en œuvre des solutions permettant le retour à la conformité Pour rappel, la vitesse d'éjection est mesurée en moyenne à 3,93 m/s pour une valeur minimale prescrite de 5 m/s.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir mené une étude aéraulique concernant son système de filtration. Il apparaît, d'après l'exploitant, que la canalisation présente un diamètre inapproprié ainsi qu'un nombre de coudes trop important. L'exploitant indique que des travaux de modification vont être engagés durant la période chômée pour limiter les pertes de charges dans le réseau. L'exploitant indique qu'il transmettra courant février un mémoire avec des photos.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection l'étude aéraulique menée. Il indique à l'Inspection les dates prévisionnelles de travaux, et avertit de la fin effective des travaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suite VI du 28/07/25

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/07/2023, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat de la visite du 28/07/25: L'inspection a mis en évidence des émissions diffuses au niveau des fours en fonctionnement ainsi que sur les voies de circulation internes lors du passage d'engins. L'exploitant doit mettre en place des solutions permettant de limiter des émissions. Notamment, l'exploitant procède à des nettoyages réguliers des poussières des ateliers et voies de circulation.</p> <p>Observation de la visite du 28/07/25 : L'exploitant étudie les possibilités de limiter les émissions diffuses issues des fours. Il procède de manière régulière au nettoyage des ateliers et zones de circulation.</p>
Constats :

<p>L'exploitant a fait réaliser une étude sur les émissions diffuses au niveau des fours. Il indique que le rapport de l'étude préconise 2 types différents de hottes afin d'optimiser l'aspiration. L'exploitant doit encore travailler avec son prestataire pour affiner le choix entre les deux types de hottes.</p> <p>L'exploitant précise que la modification de la hotte sera réalisée au cours de l'été, avec une fin de travaux au plus tard en septembre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet l'étude réalisée sur les émissions diffuses associées aux fours. Il tient l'Inspection informée des dates prévisionnelles de travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Suite VI du 08/07/25

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/07/2023, article 5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des crasses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constats de la visite du 08/07/25 :</p> <p>La gestion des crasses de manière générale ne fait pas l'objet de consignes ou de procédures. Il existe plusieurs petites instructions de travail sur le démoulage par exemple.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un schéma de principe reprenant les différentes zones canalisées ainsi que les traitements et points de rejet associés.</p> <p>Observations de la visite du 08/07/25 :</p> <p>L'exploitant établit une procédure générale de gestion des crasses. L'exploitant établit un schéma de principe de ses captages d'émissions atmosphériques, ainsi que des traitements et points de rejet associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la dernière version du porter à connaissance relatif à l'amélioration des installations, l'exploitant a intégré un schéma présentant la gestion des crasses. Il y précise aussi le point de rejet associé.</p> <p>L'exploitant n'a cependant pas établi de procédure générale de gestion des crasses reprenant la succession des étapes à réaliser pour la gestion en fonctionnement normal, les précautions à prendre pour éviter tout incident, ainsi que les actions à mettre en place en cas d'incident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant rédige une procédure de gestion des crasses complète, permettant d'avoir une vision du process en fonctionnement normal ainsi qu'en mode dégradé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Suites de la VI du 08/07/25

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2009, article 7.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

Constat de la visite du 08/07/25 :

L'exploitant a présenté un rapport de contrôle de BCM foudre daté du 4 février 2025. Il s'agit d'un rapport de contrôle visuel. Il y est mentionné des installations paratonnerres en bon état de conservation. Le rapport mentionne cependant des parafoudres type 2 à l'origine de l'installation électrique non conformes (coffret Hall de distribution, coffret B51). Le rapport mentionne que les longueurs de raccordement du parafoudre et de son dispositif de protection doivent être aussi courtes que possible. D'après l'exploitant, la longueur de câblage a été raccourcie, les travaux ont été réalisés en interne. L'exploitant n'a pas fourni de preuve de ces travaux.

Observations de la visite du 08/07/25 :

L'exploitant justifie la réalisation des travaux. De manière générale, il formalise les opérations réalisées pour lever les non-conformités relevées dans les rapports de contrôle.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir levé les non-conformités relatives aux installations de protection contre la foudre et avoir prévu le contrôle au titre de l'année 2026 au cours du mois de février. Le rapport de cette visite permettra de justifier de la levée des non-conformités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure que la visite prévue est une vérification complète. Il transmet le rapport de contrôle dès sa réception.

Type de suites proposées : Sans suite